



Groupe de Recherche en
Économie Théorique et Appliquée

Pauvreté et économie de pénurie en Union Soviétique : une relecture à partir de l'approche par les capacités

Alexandre BERTIN

Matthieu CLEMENT

GREThA UMR CNRS 5113

Cahiers du GREThA

n° 2007 – 16

Octobre 2007

GREThA UMR CNRS 5113

Université Montesquieu Bordeaux IV

Avenue Léon Duguit - 33608 PESSAC - FRANCE

Tel : +33 (0)5.56.84.25.75 - Fax : +33 (0)5.56.84.86.47 - www.gretha.fr

Pauvreté et économie de pénurie en Union Soviétique : une relecture à partir de l'approche par les capacités

Résumé

L'objectif de cet article est de proposer une relecture du phénomène de pauvreté en Union Soviétique, en intégrant les problèmes de pénurie. Pour se faire, nous proposons de mobiliser l'approche par les capacités développée par Amartya Sen dans la mesure où elle propose une base informationnelle plus large pour évaluer le bien-être et la pauvreté. L'idée développée dans cette contribution est que la liberté de choix des individus est une dimension essentielle du bien-être, et que celle-ci est fortement contrainte dans le cadre d'une économie de pénurie.

Mots-clés : Pauvreté, économie de pénurie, capacités, fonctionnements, Union Soviétique

Poverty and shortage economy: a reappraisal with the capability approach

Abstract

The objective of this article is to propose a reappraisal of the phenomenon of poverty in Soviet Union by integrating the problems of shortage. With this intention, we refer to the capability approach developed by Amartya Sen in so far as it proposes a broader framework to evaluate wellbeing and poverty. The idea developed is that freedom of choice is an essential dimension of wellbeing, and that this is strongly constrained within the context of a shortage economy.

Key words: Poverty, shortage economy, capabilities, fonctionnings, Soviet Union

JEL : I32, P20

1. Introduction

Depuis l'effondrement de l'URSS, les études sur les phénomènes de pauvreté et d'inégalité en Russie et dans les ex-républiques soviétiques se sont multipliées afin de mettre en évidence la dégradation des conditions de vie et l'explosion de la pauvreté et de l'inégalité engendrées par le processus de transition vers l'économie de marché (Klugman, 1997 ; Grootaert et Braithwaite, 1998 ; Milanovic, 1998). En revanche, les travaux portant sur la question du niveau de vie sous le régime soviétique sont plus rares et se sont concentrés essentiellement sur la question des inégalités (Bergson, 1984 ; Morrisson, 1984). Le phénomène de pauvreté a reçu beaucoup moins d'attention, d'une part en raison d'un problème d'accès aux données sur le niveau de vie et d'autre part parce que le phénomène de pauvreté n'était pas reconnu officiellement par les autorités soviétiques.

La question de la pauvreté en Union Soviétique était en fait un sujet très polémique, qui s'inscrivait pleinement dans les controverses opposant les deux systèmes économiques dominants. Les chercheurs soviétiques, influencés par la position officielle, récusait l'idée même de pauvreté et affirmaient que le système socialiste offrait suffisamment de possibilités (emploi garanti, système de protection sociale, etc.) pour que chaque citoyen ait un revenu décent et un accès garanti aux biens et services de base. Si à partir des années 1950 l'existence de problèmes sociaux est reconnue, les autorités préféreront se référer à des problèmes d'approvisionnement plutôt qu'au concept de pauvreté. A l'opposé, les chercheurs occidentaux ont tenté de montrer que le niveau de vie en URSS était plus faible que celui prévalant dans les pays occidentaux et que la pauvreté était un phénomène important. Mais, compte tenu du caractère limité des données sur lesquelles elles reposent, les études mises en œuvre aboutissent à des résultats qui finalement nous en disent peu sur l'ampleur de la pauvreté en URSS. En outre, ces travaux se concentrent sur la seule dimension monétaire du bien-être et de la pauvreté. Cette démarche est insuffisante à deux niveaux. En premier lieu, dans le prolongement des travaux d'Amartya Sen, on a assisté au développement d'approches non monétaires de la pauvreté, qui remettent en cause le recours au revenu ou aux dépenses de consommation comme base d'évaluation du bien-être individuel. En second lieu, une approche strictement monétaire pose problème dans le cadre d'une économie de pénurie comme l'URSS, notamment pour la construction d'un seuil de pauvreté. En effet, si les ménages ont un revenu suffisant pour atteindre un niveau de consommation socialement acceptable, rien ne permet d'affirmer que les biens et services permettant d'atteindre ce niveau minimum de consommation soient effectivement disponibles dans les magasins. Dès lors, un seuil de pauvreté ne peut être qu'une construction théorique dans le cadre d'une économie de pénurie.

L'objectif de cette contribution est de proposer une relecture du phénomène de pauvreté en Union Soviétique, en intégrant les problèmes de pénurie. Pour se faire, nous proposons de mobiliser l'approche par les 'capacités' développée par Sen dans la mesure où elle propose une base informationnelle plus large pour évaluer le bien-être et la pauvreté. L'idée développée dans cette contribution est que la liberté de choix des individus est une dimension essentielle du bien-être, et que celle-ci est fortement contrainte dans le cadre d'une économie de pénurie.

La démarche adoptée se décompose en trois étapes. Dans un premier temps, nous proposons une revue de la littérature portant sur la question de la pauvreté en URSS. Dans une deuxième partie, sur la base des travaux de Janos Kornai, nous présentons quelques éléments concernant le fonctionnement de l'économie de pénurie en Union Soviétique. Enfin

la troisième partie propose, à partir de l'approche par les capacités, d'intégrer la question des pénuries dans l'analyse de la pauvreté et de montrer que celles-ci, parce qu'elles restreignaient les libertés d'être et de faire des individus, pesaient sur leur bien-être et engendraient une pauvreté de masse.

2. Les débats passés sur l'ampleur de la pauvreté en URSS

Si les autorités soviétiques ont toujours affirmé que la pauvreté avait été éradiquée, les études menées par des chercheurs occidentaux tendent à prouver le contraire. Néanmoins, elles indiquent que la pauvreté a significativement diminué à partir des années 1950 pour atteindre un niveau modéré à la veille de la transition économique.

2.1. La pauvreté, bannie du discours officiel

Officiellement, la pauvreté n'était pas reconnue comme un problème en URSS tant dans les discours officiels que les recherches académiques ; le terme (*bednost*) ne sera d'ailleurs pas utilisé jusqu'à la fin des années 80. D'après la position officielle, le système offre de réelles chances à chacun de vivre une vie décente.

L'Etat Providence soviétique était fondé sur l'idée d'une pleine responsabilité de l'Etat vis-à-vis du bien-être de chacun. Celui-ci permettait à chaque citoyen d'atteindre un niveau de vie décent, pour peu qu'il participe au développement de l'idéal socialiste (Matthews, 1986). La logique était par conséquent très différente de celle prévalant dans les pays occidentaux. Globalement, la politique sociale de l'URSS était articulée autour de cinq éléments : (i) l'emploi garanti à vie ; (ii) le strict contrôle des prix à un bas niveau ; (iii) la gratuité de certains services publics tels que l'éducation et la santé ; (iv) de nombreux services subventionnés par les entreprises d'Etat (crèches, garderies, logement, chauffage, etc.)¹ ; (v) un système d'assurance sociale dont l'objectif était, d'une part, de compenser les interruptions dans le versement des salaires, liées par exemple à une maladie, à l'âge, à une situation d'invalidité et, d'autre part, de venir en aide aux familles dépendantes telles que les familles avec enfants. Ainsi, la politique sociale soviétique permettait de garantir à chaque citoyen l'obtention d'un revenu décent et l'accès aux services de base (santé, éducation et logement notamment). C'est la raison pour laquelle les autorités associaient la pauvreté à un comportement pathologique, dû à un manque d'effort ou à une attitude anti-sociale ; on parlait à ce sujet de parasitisme social (Ruminska-Zimmy, 1997). Après la période stalinienne, les autorités soviétiques reconnaissent toutefois l'existence de problèmes sociaux et recourent alors au concept de « sous approvisionnement » (*malooobespechennost'*). Ce relâchement dans la position officielle avec l'arrivée de Khrouchtchev a conduit à la construction de seuils de subsistance normatifs.

Dès 1918, le code du travail faisait référence à un salaire de subsistance, mais celui-ci n'était plus calculé durant toute la période stalinienne. Il a fallu attendre le milieu des années 1950 et l'assouplissement voulu par Khrouchtchev pour qu'un niveau de consommation de subsistance soit réintroduit. Les chercheurs ont alors été mobilisés pour construire des budgets normatifs, qui correspondent à la quantité de biens et services jugée nécessaire pour qu'un

¹ L'entreprise d'Etat soviétique était une actrice incontournable de la politique sociale et ne doit par conséquent pas être simplement vue comme une unité de production, mais plutôt comme un lieu où les individus étaient réunis pour participer à un processus d'intégration sociale. Pour davantage de précisions, se référer à Lefèvre (2001).

ménage ayant une composition spécifique atteigne un niveau de vie socialement acceptable (McAuley, 1979). Ces budgets, estimés pour 1956-1958 et 1965-1967, sont détaillés dans l'ouvrage de Sarkisyan et Kuznetsova, publié en 1967. En 1965-1967, le minimum de subsistance calculé pour une famille standard (un couple, un garçon de 13 ans et une fille de 8 ans) s'élevait à 205,6 roubles par mois, soit 51,4 roubles par tête². La part destinée aux produits alimentaires atteignait environ 59 %, celle consacrée à l'habillement, aux meubles et autres biens, 27 %. Les 14 % restants concernaient le loyer et les autres services. Si la structure du budget était caractéristique d'une société avancée, elle reflétait certaines des réalités de la vie soviétique : absence des dépenses de santé et d'éducation (accès gratuit), faiblesse des dépenses liées au logement, fort poids des dépenses alimentaires, prise en compte d'une rubrique frais d'adhésion (société collectiviste). En revanche, certains aspects semblent peu adaptés à la réalité soviétique, en témoigne la faible part des dépenses d'alcool et de cigarettes (2,7 %).

2.2 Ampleur de la pauvreté en Union Soviétique : une revue de la littérature.

2.2.1. Des sources statistiques questionnées

En URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, les données sur les salaires et le revenu des ménages étaient collectées très régulièrement dans le cadre des « Enquêtes sur le Budget des Familles » (*Family Budget Survey*). Toutefois, la censure d'Etat et l'absence d'institutions de recherche indépendantes expliquaient que les informations recueillies ne soient pas mises à la disposition des chercheurs étrangers, les contraignant à estimer le niveau de vie des familles russes par des moyens détournés. A l'instar de McAuley (1979) ou Morrisson (1984), une première alternative consiste à utiliser les résultats de quelques études publiées par des auteurs soviétiques, afin de reconstruire la distribution des revenus à partir de mesures agrégées de dispersion, telles que la part des déciles dans la population. Une seconde alternative, adoptée notamment par Ofer et Vinokur (1992), consiste à raisonner sur des enquêtes auprès d'émigrés soviétiques à l'étranger, comme celles conduites aux Etats-Unis ou en Israël. Dans tous les cas, il ne s'agit que d'approches indirectes qui ne peuvent en aucun cas prétendre à la représentativité et qui permettent uniquement d'avoir quelques idées sur les ordres de grandeur.

Cette situation a considérablement évolué avec la politique de transparence (*Glasnost*) instaurée par Gorbatchev. Ainsi, depuis la fin des années 1980, les chercheurs ont à leur disposition d'importantes bases de données sur les conditions de vie des ménages publiées par le *Goskomstat*, l'institut de statistique soviétique. S'est alors posé le problème de la représentativité et de la fiabilité des données. Les Enquêtes sur le Budget des Familles ne répondent pas rigoureusement à l'objectif de représentativité (McAuley, 1979 ; Atkinson et Micklewright, 1992). En effet, il s'agissait, dans le cadre de ces enquêtes, de déterminer un échantillon représentatif d'entreprises reflétant la structure industrielle du pays. Parmi ces entreprises était retenu un échantillon d'employés, ces employés et leur famille étant interrogés sur leurs revenus et leurs dépenses de consommation. Cette méthode d'échantillonnage un peu particulière conduisait d'une part, à l'exclusion de certaines

² En fait, Sarkisyan et Kuznetsova ont calculé deux autres budgets : (i) un budget *prospectif* qui est censé servir de référence pour les politiques sociales mises en place dans un futur proche ; (ii) un budget *rationnel* qui reflète le mode de consommation idéal d'un citoyen soviétique lorsque la phase du communisme aura été atteinte. Pour plus de détails sur la structure de ces deux budgets, voir Sipos (1992), pp. 19-21.

catégories sociales (militaires, employés du parti communiste) et d'autre part, à la sous représentation de certains secteurs de la population active (travailleurs du secteur des services, employés des petites entreprises, retraités, employés des Sovkhozes).

2.2.2. La pauvreté en Union Soviétique, quelques faits stylisés

Avant le milieu des années 1980, la non publication des données sur le revenu des ménages explique la quasi-inexistence d'études évaluant l'ampleur de la pauvreté en Union Soviétique. McAuley (1979) propose néanmoins une estimation pour l'ensemble de l'URSS en 1958 et 1967, dates pour lesquelles ont été évalués les minimums de subsistance. L'auteur cherche en outre à tenir compte de la contribution de la production domestique au revenu. En fonction des différentes hypothèses formulées quant à l'apport de celle-ci, la part des individus présentant un niveau de revenu inférieur à 50 roubles par mois s'établirait entre 33,9 % et 36,5 % pour l'année 1967, cette proportion étant sensiblement plus élevée parmi les travailleurs des kolkhozes (61 % environ) que parmi les employés d'Etat (entre 26 et 27 %). Par contre, la proportion de pauvres diminue fortement si l'on retient un seuil de subsistance de 30 roubles par mois ; elle se situerait alors entre 6,7 % et 7,6 %, traduisant ainsi la faiblesse de l'extrême pauvreté. McAuley propose par ailleurs une comparaison avec l'année 1958 pour les employés d'Etat uniquement qui montre une baisse sensible de l'étendue de la pauvreté entre les deux dates. Compte tenu du caractère limité des données mobilisées par McAuley (1979), Ofer et Vinokur (1992) préfèrent utiliser des échantillons d'émigrés soviétiques pour les années 1970³. Ils restreignent leurs échantillons aux familles qui, en URSS, résidaient dans les zones urbaines. Un ménage est alors considéré comme pauvre si son revenu global net est inférieur à 60 roubles par mois et « pauvre extrême » s'il est inférieur à 50 roubles. D'après leurs estimations et selon l'échantillon, la proportion de ménages en situation de pauvreté était comprise entre 14,5 % et 17 % environ alors que la part de la population urbaine en situation d'extrême pauvreté s'établissait entre 7 % et 10 % environ. Même si les échantillons d'émigrés ne peuvent prétendre à la représentativité, ces résultats, dès lors qu'on les compare à ceux de McAuley (1979), semblent indiquer une diminution de la pauvreté. Matthews (1986) ne se risque pas à mesurer l'ampleur de la pauvreté à l'échelle de l'URSS mais propose en revanche une synthèse d'études locales, portant sur la fin des années 1970. Ces estimations sont reportées dans le tableau suivant.

³ Il s'agit plus précisément de deux échantillons : (i) un échantillon d'émigrés soviétiques en Israël interrogés en 1973 ; (ii) un échantillon d'émigrés soviétiques aux Etats-Unis interrogés en 1979. Pour le descriptif de ces deux échantillons, se reporter à Ofer et Vinokur (1992).

Ampleur de la pauvreté en URSS en fonction de la localisation géographique.

Localisation	Année	Taille de l'échantillon	Seuil de pauvreté	Proportion de pauvres (%)
<i>non renseigné</i>	1978	346 ménages	60 Rbs	23,0
Moscou	1977	100 ménages	60 Rbs	15,0
Moscou	1979	388 ménages	60 Rbs	12,0
Estonie	1978	600 ménages	60 Rbs	18,0
Odessa	1976	<i>non renseigné</i>	50 Rbs	16,2 - 22,6
Tuva	1977	1564 individus	70 Rbs	56,9
Novossibirsk	1975	578 ménages	50 Rbs	35,0

Source : Matthews (1986).

En fonction de la localisation, la proportion de pauvres varie de 12 % à 56,9 %, traduisant par là même la forte variabilité interrégionale de la pauvreté. On peut également noter que l'incidence de la pauvreté à Moscou est plus faible qu'ailleurs. Bien que ces différentes études confirment l'existence de pauvreté en URSS pendant les années 1960-70, les données sur lesquelles elles reposent sont trop soumises à critiques pour accorder une réelle signification aux valeurs en tant que telles. Néanmoins, la plupart des auteurs s'accordent à dire que la pauvreté a diminué entre les années 1950 et les années 1970, notamment sous l'influence de la politique sociale de Khrouchtchev⁴.

La publication d'informations relatives au revenu des ménages à partir des années 1980 a permis de proposer des estimations plus robustes. Pour l'année 1980, le Goskomstat estimait à 69 millions le nombre d'individus présentant un niveau de revenu inférieur à 75 roubles par mois en URSS, soit une proportion de 25,8 %. Jusqu'en 1990, ce nombre a décliné pour atteindre 22,3 millions, soient 7,7, % de la population soviétique totale. Et, pour la seule Russie, cette proportion s'établissait à 3,2 % (Sipos, 1992). Cette estimation officielle sous-évalue vraisemblablement l'ampleur de la pauvreté. Ainsi, les travaux de Klugman (1997), menés à partir des enquêtes sur le budget des familles, indiquent que le ratio de pauvreté, évalué pour les individus, se situait entre 10 et 14 % durant les années 80, et qu'en 1991, à la veille de la période de transition, il s'élevait à 11,4 %. Finalement, afin de fixer les idées, Milanovic (1998) propose un comparatif international sur l'ampleur de la pauvreté en 1987-1988⁵. Si la proportion de pauvres en Russie est légèrement supérieure à celle prévalant au Royaume-Uni (2 % contre 1 %), le phénomène de pauvreté semble limité, notamment par rapport aux pays en développement. Il estime en effet qu'à la même date, l'incidence de la pauvreté atteignait 33 % au Brésil et 31 % en Turquie.

En définitive, contrairement aux assertions des autorités soviétiques, et malgré le caractère limité des données sur le revenu, l'existence de pauvreté en Union Soviétique ne fait

⁴ A partir des années 1950, les autorités soviétiques ont mis en œuvre une politique sociale ambitieuse caractérisée notamment par une augmentation du salaire minimum et des pensions, l'introduction de retraites pour les kolkhoziens, l'introduction d'un supplément familial, etc. Voir à ce sujet Wagener (1987).

⁵ Afin d'établir ce comparatif international, Milanovic (1998) retient une ligne de pauvreté de 4 dollars par individu et par jour.

aucun doute. Cependant, son ampleur aurait sensiblement diminué entre le début des années 1950 et 1980 pour demeurer à un niveau relativement limité jusqu'à la veille de l'effondrement de l'URSS et du début de la transition économique (Klugman, 1997). Néanmoins, l'évaluation de la pauvreté monétaire en URSS soulève deux questions dès lors que l'on cherche à prendre en compte les pénuries, caractéristiques du système soviétique (Matthews, 1986). D'une part, le niveau de satisfaction des besoins dépendait de ce que l'on trouvait dans les magasins. Or, dans une économie de pénurie, rien ne permet de garantir la disponibilité de certains biens et services. Ceci suggère que les seuils minimums de subsistance ne sont que des seuils théoriques et qu'il semble par conséquent difficile d'opérer une comparaison entre les standards de vie occidentaux et soviétiques (Matthews, 1986). Alec Nove résume très bien cette idée : « *de l'information selon laquelle un kilogramme de côtes de porc coûte 4 dollars à Detroit et 3 roubles à Kharkov, on peut déduire un rapport rouble-dollar, mais comment tenir compte du fait (s'il se produit) que les côtes de porc sont introuvables à Kharkov presque toute l'année ?* » (Nove, 1981, p. 319-320). D'autre part, les seuils minimums de subsistance sont construits sur la base des prix d'Etat. Or, dans le cadre d'une économie de pénurie comme l'URSS, rien ne permettait de garantir que le consommateur achetait aux prix d'Etat, en particulier s'il s'approvisionnait sur les marchés parallèles dont le développement était étroitement lié à la régulation pénurique de l'économie. Selon Matthews (1986), se fournir en biens alimentaires sur les marchés kolkhoziens ou sur les marchés noirs coûtait au moins deux fois plus que dans les magasins d'Etat. Dans ce cas, le seuil de pauvreté réel serait supérieur au seuil théorique. En définitive, la question des pénuries revêt une importance cruciale dans l'appréhension du phénomène de pauvreté en URSS.

3. La régulation pénurique de l'économie soviétique

Les pénuries, que l'on peut définir comme des situations où la demande d'un bien ou service dépasse celle de l'offre, sont typiques de l'organisation économique soviétique. Elles se manifestent sous des modalités diverses, sur le marché du travail, pour les biens de production (groupe A), pour les biens de consommation (groupe B) et pour certains services (logement). Il convient cependant de préciser que dans le cadre du système soviétique, la pénurie est certes permanente et généralisée, mais n'est pas nécessairement synonyme de crise : elle est l'expression d'un mode de régulation particulier. Une crise de pénurie, comme celle qu'a connue l'URSS dans les années 1980, doit être entendue comme l'expression aigue et temporaire de dysfonctionnements structurels ; elle se produit dans des situations bien particulières comme les périodes de stagnation de la croissance, de la productivité ou les récessions sectorielles, etc.

3.1. L'analyse de l'économie de pénurie

Les pénuries sous le régime soviétique ont souvent été interprétées (notamment par les autorités) comme la conséquence de la préférence idéologique à l'industrie lourde, au détriment du secteur des biens de consommation. En effet, dans la terminologie soviétique, le développement de l'industrie devait reposer en priorité sur les biens du groupe A, c'est-à-dire les moyens de production. Le développement des biens de consommation (biens du groupe B) était considéré comme secondaire par rapport à la volonté d'industrialisation rapide de l'économie. Aussi L. Brejnev affirmait-il : « *Nous n'avons pas encore appris, alors que nous assurons des taux de croissance élevés à l'industrie lourde, à développer de la même manière le groupe B et la sphère des services* ». Mais les causes des pénuries sont en fait bien plus complexes à appréhender dans la mesure où elles trouvent leur origine dans des

dysfonctionnements structurels chroniques de l'économie soviétique. Trois principales explications ont ainsi été avancées.

Une première explication a trait au système de fixation des prix à l'œuvre en Union Soviétique. Pour de nombreux biens et services de base, les prix étaient fixés par les autorités centrales et maintenus à un niveau bas ayant pour effet de doper la demande. En outre, ce contrôle des prix, issu d'un compromis tacite entre les autorités et les consommateurs, ne permettait pas aux prix d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande comme cela est le cas dans les économies de marché. L'ajustement s'opérait donc nécessairement par les quantités et conduisait aux phénomènes de pénurie.

En deuxième lieu, les pénuries trouvaient leur origine dans les imperfections du système de production d'une économie centralement planifiée (Chavance, 1989). Dans le système soviétique, l'ensemble des rapports de production et d'échange était géré par des organismes étatiques. En d'autres termes, les entreprises ne recevaient pas uniquement des ordres sur ce qu'elles devaient produire, mais également sur leurs approvisionnements en inputs et leurs acheteurs. Cette centralisation du système d'approvisionnement matériel et technique et du contrôle de la circulation des marchandises a conduit à la constitution d'un appareil administratif extrêmement lourd, inadapté pour assurer un approvisionnement compatible avec les besoins des entreprises (Lavigne, 1979)⁶. Or, la plupart du temps, l'output d'une entreprise constituait l'input d'une autre entreprise. Le secteur industriel de l'économie soviétique était donc caractérisé par un immense réseau d'entreprises interconnectées par le seul intermédiaire des organismes étatiques en charge du système d'approvisionnement. Par conséquent, si la production d'un input particulier était perturbée (retards, rigidités administratives, défauts de qualité par exemple), c'est toute la production de la branche qui en pâtissait. Or, du fait de l'absence de relations directes entre les entreprises, le client n'avait aucun moyen de pression sur ses fournisseurs. De cette manière se formait une succession de goulets d'étranglement (sous-production en amont)⁷, qui même s'ils étaient temporaires, avaient des répercussions sur la production des biens de consommation à travers des pénuries sur certains biens. En outre, ces goulets d'étranglement dans l'industrie se reportaient dans le secteur agricole puisque les rendements agricoles étaient largement influencés par certains intrants matériels (pièces détachées pour les équipements agricoles, engrais, etc.)⁸. Selon Nove (1981) et Seurot (1989), c'est dans les problèmes d'approvisionnement et les incohérences de l'industrie et du système de planification que les inefficacités de l'agriculture trouvaient leur origine.

La troisième explication de la régulation pénurique de l'économie soviétique est liée au concept de « contrainte budgétaire lâche » (*soft budget constraint*), proposé par Kornai (Kornai, 1979). Il traduit l'idée que l'entreprise socialiste n'a que de faibles contraintes en termes de ressources dans la mesure où l'Etat, du fait de son comportement paternaliste, lui venait en aide en cas de difficultés. Ainsi, si une entreprise produisait à perte, elle ne cessait pas son activité mais était aidée par les autorités centrales pour faire face à ses difficultés financières, par le biais, par exemple, d'un crédit supplémentaire, d'une réduction d'impôt,

⁶ L'organe chargé du système d'approvisionnement matériel et technique était le *Gossnab*. Toutefois, certains ministères de branches conservaient leur autonomie sur cette question, alourdissant considérablement la structure administrative.

⁷ Dans la pratique, des arrangements inter-entreprises informels permettaient de suppléer aux défaillances du système d'approvisionnement.

⁸ Pour une description sur le rôle des difficultés du secteur industriel sur l'approvisionnement du secteur agricole, se référer à Nove (1981), pp.145-152.

d'une subvention ou d'une augmentation de ses prix de vente (Kornaï, 1984). Kornaï (1979) compare ainsi l'Etat socialiste à une « *compagnie d'assurance universelle* ». Par voie de conséquence, et compte tenu des impératifs quantitatifs du plan, les entreprises étaient incitées à l'expansion sans limite ; la demande d'inputs des entreprises devenait alors quasi-insatiable et inélastique aux prix (Chavance, 1989). Ceci avait deux conséquences dès lors que l'on s'intéresse aux phénomènes de pénurie. D'une part, les relations inter-entreprises étaient contraintes par les ressources dans la mesure où l'offre d'inputs ne pouvait suivre la demande non saturée. Il y avait donc pénurie dans le secteur des biens de production. D'autre part, si les inputs demandés par les entreprises l'étaient également par les ménages, qui eux devaient faire face à une contrainte budgétaire dure (*hard budget constraint*), alors il y avait pénurie dans le secteur des biens de consommation puisque la demande non saturée des entreprises « aspirait » les ressources disponibles au détriment des ménages (Qian, 1994). Ce phénomène d'aspiration, de succion, se produisait notamment pour des produits tels que le textile, les céréales, l'électricité, l'essence, les voitures, les logements, etc.

Au total, les explications de la régulation pénurique de l'économie soviétique sont diverses, probablement interdépendantes. En tout cas, elles ont toutes trait au comportement paternaliste de l'Etat socialiste et au fonctionnement spécifique d'une économie centralement administrée. Ces phénomènes de pénurie, de par leur caractère chronique et généralisé, ont d'importantes répercussions pour le consommateur.

3.2. Les conséquences pour le consommateur

Kornaï (1980, 1984) a développé une analyse décrivant le comportement de l'acheteur dans le cadre d'une économie de pénurie. Face à la pénurie d'un bien plusieurs paramètres interviennent et guident le comportement du consommateur : (i) sa fonction de demande initiale ; (ii) sa propension à la substitution forcée, c'est-à-dire à acheter un produit disponible qu'il ne souhaitait pas en remplacement du produit initial ; (iii) sa propension à la recherche du produit qu'il souhaite ; (iv) sa propension à faire la queue ; (v) ses efforts pour gagner les faveurs du vendeur⁹. Ces différents paramètres décrivant le processus d'achat dans le cadre d'une économie de pénurie avaient d'importantes conséquences pour le consommateur.

La conséquence première des pénuries (et la plus visible) est la généralisation des files d'attente devant les magasins d'Etat. C'est un aspect fondamental de la vie du citoyen soviétique. Et lorsqu'ils étaient chroniques, les phénomènes de pénurie pouvaient conduire à la mise en place par les autorités d'un rationnement formel de la demande, c'est-à-dire d'une allocation contrôlée des ressources. En place durant les guerres, pendant les années 1930 et les années 1980, le rationnement était caractéristique des situations de crises de pénurie. Il pouvait prendre des formes diverses, la plus commune étant la mise en place de coupons de rationnement pour les biens alimentaires et de listes d'attente pour les biens durables, mais des formes moins courantes sont également apparues dans les années 1980 : vente aux seuls résidents ou à certaines catégories de populations (familles nombreuses, vétérans, diabétiques, etc.), attribution de biens rares à ceux qui collectent les déchets, accès aux biens uniquement par l'intermédiaire de l'entreprise employeur, etc. Par ailleurs, ce rationnement concernait

⁹ Cette question est largement développée par Kornaï lorsqu'il décrit le processus de répartition des produits disponibles entre les ménages. Il présente divers critères de sélection que les vendeurs sont susceptibles de prendre en compte pour l'allocation. Parmi ceux-ci, il retient la possibilité pour l'acheteur de compenser les faveurs du vendeur en lui rendant des services ou la possibilité de corruption. Voir Kornaï (1984), pp. 392-393.

certains biens ou services de manière permanente, les exemples du logement ou de certains biens durables (automobiles) étant les plus significatifs.

Deuxièmement, les pénuries ont engendré le développement d'inégalités dans l'accès aux biens et services. D'une part, comme l'a souligné Kornaï, (1980, 1984) le consommateur pouvait mettre en œuvre des stratégies afin de s'attirer les faveurs du vendeur. Lorsque ces efforts prenaient la forme de comportements corruptifs, ils aggravaient les inégalités dans l'accès aux biens concernés par les pénuries dans la mesure où les familles les plus modestes n'avaient pas les ressources suffisantes pour exercer ces pressions. D'autre part, ces inégalités étaient renforcées par l'influence de la position hiérarchique sur l'accès aux biens et services. Ainsi, les membres de la Nomenklatura détenaient un accès privilégié aux réseaux parallèles de distribution, aux biens importés, mais également aux meilleurs logements.

Troisièmement, si les consommateurs refusaient la substitution ou les files d'attente dans le cadre du commerce d'Etat, ils pouvaient aller s'approvisionner sur les marchés libres. En effet, les pénuries ont abouti au développement de marchés parallèles, légaux ou illégaux. Sur un plan légal, la structure la plus aboutie était le marché kolkhozien, sur lequel les paysans, mais également certains employés de l'Etat, étaient autorisés à vendre leur production issue des lopins de terre privés, mais dans un cadre très règlementé. Leur part dans le commerce de détail était loin d'être négligeable et s'est accrue durant la crise des années 1980. A titre d'illustration, à Moscou, dans les années 1980, on trouvait 38 marchés kolkhoziens sur lesquels 17 000 personnes vendaient leur production privée (Seurot, 1989). Néanmoins, l'accès aux marchés kolkhoziens supposait de la part du consommateur d'être prêt à mettre un prix nettement supérieur à celui pratiqué dans les magasins d'Etat. En effet, dans la pratique, les prix sur les marchés kolkhoziens n'étaient pas contrôlés par l'Etat¹⁰.

Quatrièmement, les pénuries engendraient souvent une épargne forcée lorsque le consommateur n'achetait aucun bien. Ainsi, comme le souligne Chavance (1989), l'épargne et la hausse constante du nombre de dépôts depuis 1940 étaient étroitement liées à la consommation non satisfaite. Pour donner un ordre de grandeur, le montant total des dépôts représentait moins de 20 milliards de roubles en 1965 pour atteindre près de 270 milliards en 1987 (Seurot, 1989). En outre, cette épargne placée était probablement complétée par une forte thésaurisation, dans les campagnes notamment.

3.3. L'ampleur des pénuries en Union Soviétique : le cas des biens alimentaires et du logement

Sous le régime soviétique, les pénuries de biens étaient généralisées, mais c'est durant les années 1980 qu'elles ont atteint une importance considérable. Elles concernaient à la fois les biens durables (automobiles, téléphones, vêtements, etc.) ou alimentaires, mais également certains services. Nous proposons ici quelques éléments portant sur les pénuries de biens alimentaires et de logements, probablement les plus significatives.

Aux pénuries alimentaires en URSS sont associées les images montrant les magasins d'Etat aux rayonnages vides et les files d'attente interminables s'accumulant devant. Afin de souligner l'ampleur de ces pénuries, Matthews (1986) reporte les résultats d'une enquête réalisée auprès de 782 citoyens soviétiques en 1982, au moment où les pénuries étaient

¹⁰ Dans la pratique seulement, puisque Nove (1981) fait état de tentatives occasionnelles pour fixer des prix maximum sur ces marchés. Voir pp. 316-317.

chroniques. De manière globale, 90 % des personnes interrogées révèlent qu'elles n'ont pas pu acheter certains biens alimentaires de base plusieurs fois par mois. Si l'on rentre dans le détail des produits, l'enquête indique que la viande était le produit alimentaire le plus rare. A titre d'illustration, pour 12 % des personnes enquêtées l'accès à la viande de porc était rationnée, pour 79 % très incertain et irrégulier et pour seulement 9 % ne posait pas de problème majeur. Ces difficultés d'approvisionnement concernaient également des produits de base comme les œufs, les fruits, les légumes et les produits laitiers. Ainsi, même s'il n'y avait pas de rationnement formel pour les fruits, les problèmes de pénurie concernaient 78 % des personnes interrogées. L'approvisionnement ne posait en revanche pas de problème pour le poisson, le sucre, le pain, l'huile végétale et la vodka. L'enquête montre par ailleurs que l'approvisionnement pour les biens concernés par la pénurie était bien plus aisé sur les marchés kolkhoziens. Mais d'après la plupart des estimations, les prix prévalant sur ces marchés libres étaient au moins deux fois supérieurs à ceux des magasins d'Etat et l'inflation y était soutenue (Matthews, 1986 ; Seurot, 1989).

Les pénuries ayant trait au logement étaient tout aussi significatives, même si elles prenaient une forme différente, dans la mesure où l'Etat s'est efforcé de « gérer » la pénurie afin que chaque citoyen puisse avoir accès à un logement. La politique du logement soviétique s'articulait autour de trois grands principes : (i) une distribution centralisée de toutes les ressources et une planification des constructions de logements ; (ii) un monopole de l'Etat sur le secteur du bâtiment et sur les services de maintenance dans le cadre du *Gosstroï*, le Comité d'Etat pour la Construction ; (iii) des loyers placés sous le contrôle des autorités et maintenus à un faible niveau. Au total, près de 80 % du parc de logements urbains appartenait à l'Etat, aux municipalités ou aux entreprises publiques (Matthews, 1986). Dans les villes, les logements étaient attribués en fonction de quotas par les administrations, les entreprises publiques et les municipalités contre un loyer très faible. Le prix du m² s'établissait ainsi entre 3 et 5 kopecks (soit environ trois roubles par mois pour un grand appartement) et les prix fixés en 1934 n'ont pas vraiment évolué jusqu'à l'effondrement de l'URSS. C'est la faiblesse des loyers, conjuguée à l'insuffisance de l'offre de logements nouveaux (eu égard au processus d'urbanisation) qui explique le développement des pénuries dans le secteur du logement. Dans ce contexte et afin de permettre à chaque famille d'avoir un logement, les autorités soviétiques ont essayé de gérer la pénurie, essentiellement de deux manières. En premier lieu, dès les années 1920, les autorités centrales ont favorisé le développement des appartements communautaires (*kommunalki*). Il s'agit d'une forme d'habitat particulière partagée entre plusieurs familles avec une cuisine commune et une chambre par famille (Azarova, 2001). D'après une estimation officielle, en 1980, 20 % des familles urbaines partageaient un appartement, essentiellement dans les plus grandes villes. En second lieu, l'Etat a mis en place un rationnement formel de la demande de logements par le biais de listes d'attente. Ainsi, en 1990, le *Goskomstat* estimait à 20 % la proportion des familles en attente d'un logement particulier, le temps moyen d'attente atteignant 10 à 15 ans. Au total, cette gestion de la pénurie par l'Etat permettait à tous les citoyens d'avoir un logement, mais la contrepartie était une très forte saturation des habitations¹¹. Matthews (1986) reporte des statistiques officielles indiquant que la surface moyenne par habitant à Moscou et à Leningrad en 1980 était respectivement de 10,8 m² et 9,4 m², soit à peine au dessus de minimum

¹¹ Il convient de préciser que sous le régime de Khrouchtchev les autorités soviétiques ont en place une politique de construction ambitieuse afin de réduire les problèmes de saturation. De toute évidence cette politique a permis une amélioration sensible des conditions de logement. A titre d'illustration, entre la fin de la deuxième guerre mondiale et la fin des années 1970, la superficie par habitant a plus que doublé (Buckley et Gurenko, 1997). Néanmoins, les pénuries et les phénomènes de saturation n'ont pas disparu.

sanitaire de 9 m². Et en 1992, pour la Russie, 31 % des familles disposaient d'une superficie par habitant inférieure à ce minimum (Kosareva *et al.*, 1995).

En définitive, la régulation pénurique de l'économie avait d'importantes répercussions dans la vie quotidienne du citoyen soviétique. La question est alors de comprendre en quoi ces problèmes de pénurie, qui trouvaient leur origine dans les caractéristiques structurelles de l'économie centralement planifiée, influençaient le bien-être des ménages et la pauvreté.

4. La pauvreté en Union Soviétique comme privation de capacités et de libertés

L'approche en termes de capacités proposée par Amartya Sen au milieu des années 1980 permet d'intégrer les phénomènes de pénurie dans l'analyse du bien-être et de la pauvreté¹². En effet, l'introduction de considérations liées aux libertés offre la possibilité de dépasser une lecture de la pauvreté en termes de satisfaction des besoins de base (l'optique choisie par les autorités soviétiques).

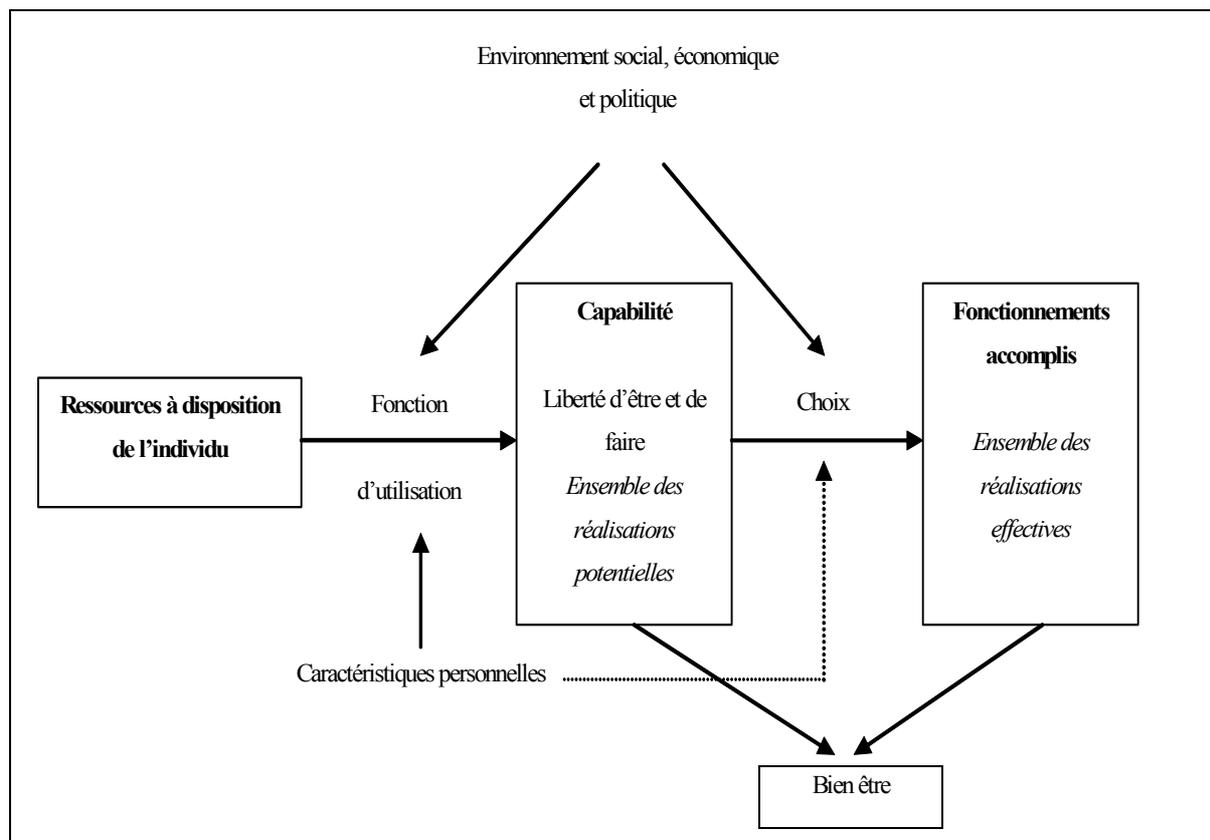
4.1. Capacités, pénuries et pauvreté

4.1.1. Les fondements de l'approche par les capacités

Avant de faire le lien entre l'approche par les capacités et les pénuries, il est nécessaire de faire un rapide retour sur les notions importantes du cadre d'analyse. Pour Sen (1985, 1992), le bien-être humain ne peut être correctement évalué sur la base des biens que les individus possèdent et consomment car il nécessite d'être appréhendé sous l'angle de ce que les individus *sont* et *font* effectivement à partir des biens qu'ils ont en leur possession (être en bonne santé, lire, écrire, etc.). Sen nomme ces états et ces actions, les fonctionnements (*functionings*). Par ailleurs, il considère la liberté comme l'élément le plus important de la vie humaine. Ainsi, le bien-être ne doit pas être exclusivement évalué sur ce que les individus *sont* et *font* mais également sur ce qu'ils sont capables d'*être* et de *faire*. C'est ce que Sen nomme capacités (être capable de vivre en bonne santé, être capable de lire et d'écrire, etc.). Les capacités sont donc l'ensemble des fonctionnements potentiels que l'individu valorise comme participant à son bien-être. Si les fonctionnements peuvent être considérés comme des accomplissements (*achievements*), les capacités reflètent les opportunités réelles que possède l'individu de mener le type de vie qu'il désire. Le bien-être doit donc être évalué à partir d'une combinaison des fonctionnements effectivement accomplis mais aussi sur la base de l'ensemble des capacités d'être et de faire (Sen, 1992).

¹² Nous ne retenons pas, ici, l'approche en termes d'*entitlements* (droits de propriété) proposée par Sen en 1981 afin d'analyser les famines. En effet, cette analyse s'applique uniquement aux économies de marché dans la mesure où elle repose sur le principe d'un échange de droits de propriété (ou droits d'accès) entre les individus. Pour plus de précision sur cette approche, on pourra se référer à Sen (1981).

Cadre d'analyse de l'approche par les capacités



Source : auteurs, adapté de Robeyns [2005]

La figure ci-dessus présente l'articulation des différents concepts. La capacité dépend de trois facteurs essentiels : les dotations initiales de l'individu (capital physique, humain, social, financier, etc.), ses caractéristiques personnelles (âge, sexe, etc.) et son environnement social, économique et politique. L'éventail des opportunités sera d'autant plus large que l'individu sera bien doté en ressources, qu'il possèdera des caractéristiques personnelles adéquates (privé de handicap ou de maladie grave, par exemple) et que son environnement lui sera favorable (absence de discrimination, régime politique stable et ouvert, etc.). L'articulation de ces trois éléments se fait à travers le concept de fonction d'utilisation ou fonction de conversion (Sen, 1985). Prenons l'exemple d'une femme veuve, mère de trois enfants, vivant dans la campagne reculée d'un pays sous régime de dictature et cultivant un petit lopin de terre qui lui permet de subvenir aux besoins de sa famille et de générer un petit surplus de récolte. Cette femme est victime de discriminations l'empêchant de se rendre sur le marché le plus proche pour commercialiser sa production. Pour toutes ces raisons, son espace de capacités va être fortement contraint. Le fait d'être une femme veuve peut présenter un désavantage en matière de productivité dès lors qu'elle doit, seule, cultiver sa terre : ses rendements sont donc faibles. En outre, ses ressources personnelles, son lopin de terre, ne lui permettent que de produire la quantité suffisante pour nourrir ses enfants et à peine un petit surplus commercialisable. Le fait d'être veuve et isolée restreint également son réseau social, autre composante de ses ressources. Enfin, son environnement économique et politique lui est défavorable : non seulement elle vit sous un régime de dictature, qui par définition réduit les libertés individuelles, mais elle est également victime de discriminations sexuelles, l'empêchant d'accéder librement au marché local et d'y vendre son surplus. Au total, les

arguments de sa fonction d'utilisation que sont les ressources, les caractéristiques personnelles et l'environnement social ne lui permettent pas d'obtenir un espace des capacités composé d'un large éventail d'opportunités. Or, plus cet éventail est important, plus il lui offre une grande liberté de choisir les fonctionnements qu'elle souhaite accomplir. Le choix parmi l'ensemble des fonctionnements potentiels est fondé sur les préférences individuelles, sur l'histoire personnelle (ces deux notions pouvant renvoyer aux caractéristiques personnelles) mais est également contraint par l'environnement politique, économique et social. En période de dictature, par exemple, les individus n'ont guère le choix des fonctionnements qu'ils souhaitent accomplir, l'Etat leur imposant souvent une liste de fonctionnements déterminée *a priori*. De même, une jeune femme peut très bien choisir un ensemble de fonctionnements non pas sur la base de ses préférences, mais en fonction des normes et coutumes qui pèsent sur elle (Sen, 2005).

Finalement, le bien-être dépend à la fois des fonctionnements accomplis, en d'autres termes des modes de vie des individus, mais également de l'ensemble de capacités à partir duquel les individus choisissent leurs fonctionnements, en d'autres termes l'ensemble des libertés individuelles de choisir (Sen, 1999b). La pauvreté est alors perçue comme une *privation de capacités essentielles de mener le type de vie que l'on a raison de vouloir mener*. Le cadre analytique de Sen permet d'apporter un éclairage important sur la compréhension du phénomène de pauvreté en Union Soviétique, surtout dès lors que l'on souhaite prendre en compte les problèmes de pénuries.

4.1.2. L'apport de l'approche par les capacités dans la compréhension du phénomène de pauvreté en Union Soviétique

L'objectif des autorités soviétiques était, par l'intermédiaire d'une politique volontariste basée sur l'accès et la satisfaction des besoins fondamentaux, d'éradiquer toute forme de pauvreté et de réduire les inégalités. Par un comportement paternaliste, l'Etat socialiste soviétique garantissait à chaque citoyen, pour peu qu'il participe à l'idéal socialiste, la réalisation des fonctionnements élémentaires tels que l'obtention d'un revenu décent » ou l'accès aux services de base (éducation, santé, logement). Sur la question spécifique du logement, le maintien par l'Etat de loyers à un faible niveau et la gestion du stock de logements disponibles permettait de garantir à tous les citoyens (y compris les catégories disposant des revenus les plus faibles comme les retraités ou les familles nombreuses) l'accès à un logement. Autrement dit, en dépit du contexte de pénurie, le fonctionnement « avoir un logement » était réalisé. La logique est identique pour la question alimentaire. Du fait de l'emploi garanti, du système d'assurance sociale, des aides accordées par les entreprises d'Etat, chaque famille disposait des ressources suffisantes pour assurer à chacun de ses membres un minimum nutritionnel (d'autant plus que les prix étaient contrôlés), et ce même dans un contexte de pénurie en biens alimentaires auquel chaque famille parvenait à s'adapter tant bien que mal. Par conséquent, si l'on excepte les périodes de famines qui ont touché l'URSS dans les années 1920-1930, le fonctionnement « manger à sa faim » était réalisé. Ainsi, Seurot (1989) souligne que « *si l'on raisonne en termes de calories, le consommateur soviétique dispose en moyenne d'une ration comparable à celle d'un habitant d'Europe de l'Ouest* » (Seurot, 1989, p. 270). On pourrait mener un raisonnement similaire concernant l'accès à l'éducation et aux services de santé. Finalement, si l'on se focalise sur les fonctionnements de base, il semble que le système socialiste garantissait à chacun un niveau de bien-être décent permettant d'empêcher le développement d'une pauvreté de masse. Pourtant, cette conclusion paraît hâtive si l'on se réfère au cadre d'analyse de Sen, essentiellement pour deux raisons.

En premier lieu, la spécification même du fonctionnement est critiquable. En effet, les fonctionnements « avoir un logement » et « manger à sa faim » sont perçus d'un point de vue strictement quantitatif dont les deux modalités seraient oui ou non. Si l'on considère non plus l'aspect quantitatif mais que l'on introduit une nuance qualitative et que l'on renomme les deux fonctionnements « être logé décentement » et « avoir un régime alimentaire diversifié », les conclusions en termes de bien-être et de pauvreté ne sont plus les mêmes. Ainsi, la saturation des logements engendrée par la pénurie, les conditions de vie particulières dans les appartements communautaires, mais également les problèmes d'insalubrité et d'inaccessibilité aux équipements de base (eau courante, électricité, tout-à-l'égout, etc.) dans les campagnes sont autant d'aspects négatifs pesant sur les conditions de logement (Kahn, 2002). Difficile alors de conclure que tous les ménages soviétiques vivaient décentement dans leur logement. De même, l'introduction d'un aspect qualitatif en ce qui concerne l'alimentation relativise fortement les conclusions précédentes. Les difficultés d'approvisionnement, l'absence de certains produits, la mise en place de rationnements formels font obstacle à la diversité du régime alimentaire des citoyens soviétiques, pourtant condition nécessaire à une bonne santé¹³. Au total, la spécification du fonctionnement est décisive dans la compréhension du phénomène de pauvreté ; elle doit intégrer non seulement la dimension quantitative, mais également la dimension qualitative. La prise en compte de cette dernière permet notamment de nuancer la capacité du système socialiste à satisfaire les besoins de base.

En second lieu, en cherchant à assurer la satisfaction des besoins essentiels, le modèle socialiste soviétique vise uniquement à la réalisation des fonctionnements de base. Or, si l'on se contente d'évaluer le bien-être et la pauvreté sur la seule base des accomplissements personnels, on laisse de côté une part importante de l'information. En effet, les fonctionnements accomplis peuvent être considérés comme résultant d'un choix effectué par l'individu parmi l'ensemble des possibilités qui s'offrent à lui. Il vient donc que se concentrer sur les fonctionnements réellement accomplis ignore totalement l'ensemble des opportunités de choix dont dispose l'individu. En ce sens, cette appréhension du bien-être et de la pauvreté offre une vision réduite de la réalité. Sen lui-même insiste sur le rôle joué par le choix et son importance intrinsèque pour le bien-être humain : « *le choix est en soi une composante précieuse de l'existence, et une vie faite de choix authentiques entre des options sérieuses peut-être considérée – précisément pour cette raison – comme plus riche* » (Sen, 1992, p. 68). Reprenons rapidement un exemple extrait de Robeyns et Kuklys (2004). Si l'on compare trois ensembles capacités, $A=\{a\}$, $B=\{a,b\}$ et $C=\{a,b,c\}$, il ne faut pas simplement s'intéresser aux réalisations a , b et c . Si, par exemple, l'individu réalise le fonctionnement a , il nous est impossible de différencier les situations puisqu'elles conduisent toutes au même niveau de bien-être. Par contre, si l'on considère l'étendue du choix qui s'offre à notre individu, il est clair que les situations ne sont pas équivalentes. Les fonctionnements potentiels sont plus nombreux dans le cas C que dans le cas B ou A . Selon Sen (1985), la perte de liberté de choix lorsque l'on passe de l'état C à l'état B , puis à l'état A , doit être prise en compte dans l'évaluation du bien-être de la personne. Pour Robeyns et Kuklys (2004, p. 14, notre traduction) : « *la valeur intrinsèque du choix consiste en deux éléments : l'acte de choix en lui-même (absent dans l'état A , présent dans les deux autres états) et l'étendue des options réalisables (la plus large dans l'état C)* ». C'est cette valeur que l'espace capacités permet de saisir mais que ne permet pas l'espace des fonctionnements accomplis. Le choix apparaît donc central dans l'approche par les capacités. Dans une économie de pénurie, marquée par

¹³ Il est toutefois important de signaler que le recours aux marchés parallèles permettait de palier cette absence de diversification. Mais compte tenu des prix prévalant sur ces marchés, l'accès y était limité pour les familles les plus modestes.

des difficultés d'approvisionnement et un rationnement de la demande, l'éventail des choix individuels, et donc l'espace des capacités, est considérablement réduit. Prenons l'exemple du logement. L'existence d'un rationnement formel, par le biais de listes d'attente, empêche l'individu de choisir le type de logement qu'il souhaite occuper, même s'il dispose d'un revenu suffisant. Il est souvent condamné à vivre dans un logement étroit, voire même à partager son logement avec d'autres familles dans un appartement communautaire. En d'autres termes, la régulation pénurique de l'économie implique la réduction de l'espace des capacités et donc, d'une certaine manière, entraîne une pauvreté de masse en termes de capacités, alors même que les besoins de base sont assurés.

4.2. Libertés et pénuries : le paradoxe de l'Etat socialiste

Une des grandes forces de l'approche par les capacités est le travail proposé par Sen sur le concept de liberté. Pour Sen (2005, p. 398) : « *la liberté possède de nombreux aspects distincts, et il y a peu de chances d'obtenir un index qui saisiserait tous ses aspects de manière adéquate. Mais la liberté possède au moins deux aspects fondamentaux [...] 'l'aspect opportunité' et 'l'aspect processus'* ». L'aspect opportunité de la liberté correspond, peu ou prou, à la capacité individuelle de « *réussir dans nos objectifs, c'est-à-dire ce que nous avons raison de valoriser* » (Sen, 2005, p. 398). L'aspect processus concerne, pour sa part, le processus par lequel nous menons les choix que nous entreprenons (en d'autres termes et comme l'écrit Sen (2005, p. 399) : « *posséder les leviers de contrôle dans ses propres mains* »).

Cette dichotomie est d'importance dès lors que l'on cherche à analyser les mécanismes relatifs à l'expression de la liberté individuelle et à son reniement. Sen introduit également un second niveau d'analyse des libertés individuelles. En reprenant la distinction proposée par Benjamin Constant entre *Liberté des Anciens* et *Liberté des Modernes*, modernisée par T.H. Green (1881) puis Isaiah Berlin (1969) sous les vocables *liberté positive* et *liberté négative*, Sen propose d'affiner les deux aspects précédemment présentés. L'aspect opportunité, nous l'avons vu, correspond à la liberté que possède l'individu de mener le type de vie qu'il valorise. En d'autres termes, il s'agit de la liberté individuelle de diversifier l'ensemble des fonctionnements parmi lequel il peut choisir. Or, si l'on reprend la définition offerte par Sen de la liberté positive, il est possible d'articuler celle-ci avec l'aspect opportunité. Selon Sen (1999a, p. 48) : « *la liberté, considérée en termes positifs, représente ce qu'une personne, toutes choses prises en compte, est capable ou incapable d'accomplir* ». Il paraît donc évident que la liberté positive correspond à la liberté d'opportunité et qu'elle « *ne prête aucune attention particulière aux facteurs qui expliquent la situation en question : elle ne s'intéresse guère, par exemple, à la question de savoir si l'incapacité qu'éprouve une personne à réaliser quelque chose est due à des contraintes imposées par autrui ou par le gouvernement* » (Sen, 1999a, p. 48).

C'est la liberté négative qui est assimilée à l'absence d'ingérence de la part d'autrui dans la poursuite de ses propres fins. Pour reprendre Bobbio (2007, p. 221), il s'agit de « *jouir d'une sphère de liberté propre à l'abri d'éventuelles interférences d'autrui* ». Cette liberté négative, chère aux penseurs libéraux, renvoie à l'idée de sécurité individuelle. Chacun doit pouvoir librement conduire ses affaires en toute sécurité, il doit être libre de penser, de se déplacer ou de s'associer. L'Etat est alors perçu, dans cette perspective, comme une ingérence permanente (Nozick, 1974). Arblaster affirme pour sa part que « *la liberté, pour les libéraux, continue à signifier, avant tout, la liberté par rapport au contrôle, à la contrainte, aux restrictions et à l'ingérence de l'Etat* » (Arblaster, 1984, p. 58). En ce sens, le rôle de l'Etat doit être minimal, c'est-à-dire assurer les fonctions régaliennes de manière à ce que la liberté

négative se trouve réalisée de manière maximale à chaque instant pour chaque citoyen. Sen retient une définition plus exigeante de la liberté négative que celle retenue par Berlin. Il propose un exemple qui peut éclairer le propos (Sen, 1999a, p. 48) :

Pour donner un exemple, si je ne peux pas me promener librement dans un parc, parce que je suis handicapé, ma liberté positive de me promener est en défaut ; mais rien, dans un tel cas, ne suggère la moindre violation de ma liberté négative. En revanche, si je suis incapable de me promener dans ce parc, non parce que je suis handicapé, mais parce que des voyous me battraient si je m'y aventurais, alors, c'est là une violation de ma liberté négative (et pas seulement de ma liberté prise dans un sens positif).

Il apparaît que la relation entre liberté positive et liberté négative est relativement complexe. Il semble, en effet, qu'un déni de liberté positive (qui n'implique en somme que l'individu et sa capacité d'agir), même s'il est primordial (Sen insiste à plusieurs reprises dans l'ensemble de son œuvre sur l'importance capitale de considérer l'aspect positif de la liberté en sus de l'aspect négatif), n'entame qu'une infime partie de la liberté individuelle. Si je ne peux pénétrer dans ce parc pour des raisons ayant trait à mes caractéristiques personnelles (handicap, âge) mais que personne ne m'en empêche, il est difficile de considérer que l'individu est victime d'un déni de liberté individuelle contrainte par autrui, le système social ou politique. En revanche, dès lors que la liberté négative est niée, la liberté positive n'a plus vraiment d'importance puisque, quoiqu'il arrive, elle ne pourra librement s'exprimer. Il apparaît donc que la liberté négative est une condition nécessaire mais non suffisante à la liberté positive¹⁴.

Considérer les pénuries en Union Soviétique à l'aune de la distinction liberté positive/liberté négative peut apporter un éclairage nouveau, que les approches standards de la pauvreté ont passé sous silence. Imaginons une mère de famille qui se rend dans un magasin pour se procurer de quoi nourrir sa famille pour quelques jours. Dans une économie capitaliste, une famille disposant d'un revenu suffisant a la liberté de choisir la consommation alimentaire qu'elle souhaite. Sa liberté positive est alors respectée et l'absence de contraintes extérieures suggère que sa liberté négative l'est également. En revanche, dans le cadre de l'économie soviétique, les pénuries engendrées par le fonctionnement de la planification centralisée constituent une contrainte qui vient restreindre la liberté négative. Ce dénigrement de la liberté négative conduit de fait à une réduction de la liberté positive, alors même que la famille disposait des ressources nécessaires pour choisir les produits alimentaires qu'elle souhaitait.

D'une certaine manière nous touchons là un paradoxe de l'Etat socialiste. L'Etat paternaliste soviétique, en garantissant un revenu décent et l'accès aux services de base, est censé permettre à chaque famille de mener la vie qu'elle souhaite valoriser, c'est-à-dire garantir ses libertés positives. Mais d'un autre côté, la régulation pénurique de l'économie, considérée comme une contrainte extérieure puisqu'elle est imposée par le système économique soviétique, vient réduire l'espace des libertés négatives et donc *de facto* celui des libertés positives (dans la mesure où la liberté négative est une condition nécessaire à la liberté positive). Autrement dit, l'Etat socialiste prétend garantir les libertés positives, mais contredit son objectif de manière indirecte en restreignant l'espace des libertés négatives. Par conséquent, dès lors que l'on s'inscrit dans le cadre d'analyse de Sen et que l'on entend la

¹⁴ Si une réduction de la liberté négative entraîne, automatiquement, une réduction de la liberté positive, une amélioration de la première n'entraîne pas, automatiquement, une amélioration de la seconde.

pauvreté comme privation de libertés, la régulation pénurique de l'économie soviétique doit être considérée comme source de pauvreté de masse.

5. Conclusion

L'objectif de cet article était de revenir sur la délicate question du bien-être et de la pauvreté en Union Soviétique. En appréhendant cette question sous le seul angle monétaire, la plupart des travaux antérieurs s'inscrivant dans cette thématique n'ont, à notre sens, proposé qu'une lecture partielle du phénomène de pauvreté en URSS. Cette vision limitée s'exprime notamment lorsque l'on prend en compte les pénuries. Celles-ci, de par leur caractère généralisé et chronique, ont suscité un grand nombre de travaux, qui ont montré qu'elles trouvaient leur origine dans les dysfonctionnements structurels de l'économie centralement planifiée. En outre, Janos Kornai a montré qu'elles avaient d'importantes conséquences sur le comportement des consommateurs. C'est la raison pour laquelle une analyse rigoureuse du bien-être et de la pauvreté dans le cadre de l'économie soviétique ne peut ignorer cette problématique.

Si les pénuries ne sauraient être confondus avec des situations de pauvreté, le lien entre les deux phénomènes est réel, notamment si l'on élargit la définition de la pauvreté. Ainsi, Sen montre que la pauvreté revêt deux dimensions : une pauvreté de fonctionnements liée à la non satisfaction des besoins de base, mais également une pauvreté de capacités liée à un éventail de choix de vie limité. L'Etat socialiste, par son comportement paternaliste, permettait dans une certaine mesure d'assurer la satisfaction des besoins de base à l'ensemble des citoyens. En revanche, le fonctionnement centralisé de l'économie, à l'origine des phénomènes de pénurie, restreignait considérablement les libertés des citoyens dans l'accès aux biens et services qui leur permettaient de mener le type de vie qu'ils souhaitaient. Par conséquent, parce que la pauvreté n'est pas seulement une question de satisfaction des besoins de base, mais est également une question de liberté de choix, elle était une composante intrinsèque du système économique soviétique.

De toute évidence, la situation qui prévaut dans la Russie et les ex-républiques soviétiques après 1991 est différente. Le processus de réformes visant à assurer le passage à l'économie de marché a profondément modifié la nature de la pauvreté. L'effondrement du régime soviétique a été synonyme d'une réduction des contraintes liées à la planification centralisée, et donc d'un accroissement des libertés individuelles. A ce titre, la pauvreté analysée comme privation de libertés s'est réduite. Mais d'un autre côté, la plupart des travaux empiriques portant sur les conditions de vie dans les années 1990 ont tous souligné l'explosion de la pauvreté monétaire et les difficultés grandissantes d'accès aux besoins de base, alors même que ces difficultés étaient limitées sous le régime soviétique (Grootaert et Braithwaite ; Milanovic, 1998 ; Klugman, 1997).

References

- Arblaster, A. 1984, *The Rise and Decline of Western Liberalism*, Blackwell, New York.
- Atkinson, A.B., Micklewright, J. 1992, *Economic Transformation in Eastern Europe and the Distribution of Income*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Azarova, K. 2001, "La question du logement, l'appartement communautaire et la privatisation du logement à Moscou", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol. 32(4), pp. 185-218.
- Bergson, A. 1984, "Income Inequality under Soviet Socialism", *Journal of Economic Literature*, vol. 22, pp. 1052-1099.
- Berlin, I. 1969, *Four essays on liberty*, Oxford, trad. Eloge de la liberté, Calmann- Lévy, Paris, 1994
- Bobbio, N. 2006, *Le futur de la démocratie*, Seuil, Paris.
- Buckley, R.M., Gurenko, E.N. 1997, "Housing and Income Distribution in Russia: Zhivago's Legacy", *The World Bank Research Observer*, vol. 12(1), pp. 19-32.
- Chavance, B. 1989, *Le système économique soviétique de Brejnev à Gorbatchev*, Editions Nathan, Paris.
- Green, T.H. 1881, *Lectures on liberal legislation and freedom of contract*, *The Works of T.H. Green*, vol. III, Longmans, Greens and Co., Londres, 1891.
- Grootaert, C., Braithwaite, J. 1998, *Poverty Correlates and Indicator-Based Targeting in Eastern Europe and the FSU*, Policy Research Working Paper, n° 1942, World Bank.
- Kahn, M. 2002, "Le logement en Russie", *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1029, pp. 38-45.
- Klugman, J. (ed.) 1997, *Poverty in Russia: Public Policy and Private Responses*, EDI Development Studies, World Bank, Washington D.C.
- Kornaï, J. 1979, "Resource-Constrained versus Demand-Constrained Systems", *Econometrica*, vol. 47(4), pp. 801-819.
- Kornaï, J. 1980, *Economics of Shortage*, North Holland, Amsterdam.
- Kornaï, J. 1984, *Socialisme et économie de la pénurie*, Economica, Paris.
- Kosareva, N.B., Puzanov, A.S., Tikhomarova, M.V. 2001, *Russia: Fast Starter Housing Reform 1991-1995*, Research Report, Urban Institute, Washington D.C.
- Lavigne, M. 1979, *Les économies socialistes soviétique et européennes*, Armand Colin, Paris.
- Lefèvre, C. 2001, "La municipalisation complexe de la sphère sociale des entreprises russes : un aspect important et méconnu de la transition économique et sociale", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol. 32(4), pp. 125-151.
- Matthews, M. 1986, *Poverty in the Soviet Union: the Life-Styles of the Under-Privileged in Recent Years*, Cambridge University Press, Cambridge.
- McAuley, A. 1979, *Economic Welfare in the Soviet Union*, University of Wisconsin, Madison.
- Milanovic, B. 1998, *Income, Inequality and Poverty During the Transition From Planned to Market Economy*, World Bank, Washington DC.
- Morrisson, C. 1984, *Income Distribution in East European and Western Countries*, *Journal of Comparative Economics*, vol. 8, pp. 121-138.
- Nove, A. 1981, *L'économie soviétique*, Deuxième édition, Economica, Paris.

- Nozick, R. 1974, *Anarchy, State and Utopia*, Blackwell, Oxford, trad. fr. *Anarchie, Etat et Utopie*, Presses Universitaires de France, Paris, 1988.
- Ofer, G., Vinokur, A. 1992, *The Soviet Household Under the Old Regime*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Qian, Y. 1994, "A theory of Shortage in Socialist Economies Based on the Soft Budget Constraint", *American Economic Review*, vol. 84(1), pp. 145-156.
- Robeyns, I. 2005, "The Capability Approach: a Theoretical Survey", *Journal of Human Development*, vol. 6, n°1, p.93-114.
- Robeyns, I., Kuklys, W., 2004, *Sen's Capability Approach to Welfare Economics*, Cambridge Working Papers, n°04-15, Cambridge.
- Ruminska-Zimmy, E. 1997, "Human Poverty in Transition Economies: Regional Overview for HDR 1997", *Human Development Office Occasional Paper*, n° 28, Oxford.
- Sen, A. 1981, *Poverty and Famines*, Clarendon, Oxford.
- Sen, A. 1985, *Commodities and Capabilities*, Elsevier, Amsterdam.
- Sen, A. 1992, *Inequality re-examined*, Clarendon Press, Oxford, trad. de P. Chemla, *Repenser l'inégalité*, Seuil, Paris, 2000.
- Sen, A. 1999a, *L'Economie est une science morale*, La Découverte, Paris.
- Sen, A. 1999b, *Development as Freedom*, A. Knopf Inc ; trad. Fr. de Michel Bessières, *Un nouveau Modèle Economique : Développement, Justice, Liberté*, Odile Jacob, Paris, 2003.
- Sen, A. 2005, *Rationalité et Liberté en Economie*, Odile Jacob, Paris.
- Seurot, F. 1989, *Le système économique de l'URSS*, PUF, Paris.
- Sipos, S. 1992, "Poverty Measurement in Central and Eastern Europe Before the Transition to the Market Economy", *Innocenti Occasional Papers, Economic Policy Series*, n° 29, Florence.
- Wagener, H.J. 1987, "Pauvre et riche: une comparaison des systèmes à l'Est et à l'Ouest", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol. 18, pp. 5-34.

Cahiers du GREThA ***Working papers of GREThA***

GREThA UMR CNRS 5113

Université Montesquieu Bordeaux IV
Avenue Léon Duguit
33608 PESSAC - FRANCE
Tel : +33 (0)5.56.84.25.75
Fax : +33 (0)5.56.84.86.47

www.gretha.fr

Cahiers du GREThA (derniers numéros)

- 2007-02 : NICET-CHENAF Dalila, ROUGIER Eric, *Attractivité comparée des territoires marocains et tunisiens au regard des IDE*
- 2007-03 : FRIGANT Vincent, *Vers une régionalisation de la politique industrielle : l'exemple de l'industrie aérospatiale en Aquitaine*
- 2007-04 : MEUNIE André, POUYANNE Guillaume, *Existe-t-il une courbe environnementale de kuznets urbaine ? Emissions polluantes dues aux déplacements dans 37 villes*
- 2007-05 : TALBOT Damien, *EADS, une transition inachevée. Une lecture par les catégories de la proximité*
- 2007-06 : ALAYA Marouane, NICET-CHENA Dalila, ROUGIER Eric, *Politique d'attractivité des IDE et dynamique de croissance et de convergence dans les Pays du Sud Est de la Méditerranée*
- 2007-07 : VALLÉE Thomas, YILDIZOĞLU Murat, *Convergence in Finite Cournot Oligopoly with Social and Individual Learning*
- 2007-08 : CLEMENT Matthieu, *La relation entre les transferts privés et le revenu des ménages au regard des hypothèses d'altruisme, d'échange et de partage des risques*
- 2007-09 : BONIN Hubert, *French banks in Hong Kong (1860s-1950s): Challengers to British banks?*
- 2007-10 : FERRARI Sylvie, MERY Jacques *Équité intergénérationnelle et préoccupations environnementales. Réflexions autour de l'actualisation.*
- 2007-11 : CARAYOL Nicolas, ROUX Pascale, YILDIZOĞLU Murat, *In search of efficient network structures: The needle in the haystack*
- 2007-12 : RAMBONILAZA Mbolatiana, POINT Patrick, DACHARY-BERNARD Jeanne, *Stability of the WTP measurements with successive use of choice experiments method and multiple programmes method*
- 2007-13 : FRIGANT Vincent, *Between Internationalisation and Proximity: the internationalisation process of automotive first tier suppliers*
- 2007-14 : OLTRA Vanessa, SAINT-JEAN Maïder, *Incrementalism of environmental innovations versus paradigmatic change: a comparative study of the automotive and chemical industries*
- 2007-15 : FRIGANT Vincent, *Les fournisseurs automobiles après dix ans de modularité : une analyse de la hiérarchie mondiale et des performances individuelles*
- 2007-16 : BERTIN Alexandre, CLEMENT Matthieu, *Pauvreté et économie de pénurie en Union Soviétique : une relecture à partir de l'approche par les capacités*